

La religion woke

Eveil ou crépuscule des consciences ?

Le wokisme : une pure invention idéologique ?

Le capitalisme « woke »

**Les principes républicains français au
défi du wokisme**



UN PERIL DEMOCRATIQUE

Le mouvement woke, né au Etats-Unis, pour lutter contre les discriminations et la suprématie supposée des mâles blancs hétéros se répand depuis quelques années vers l'Europe et la France des Lumières, prétextant vouloir éradiquer le Mal et purifier le Monde.

Le mouvement woke est totalitaire et fanatique. Totalitaire parce qu'il n'admet aucune opposition dans n'importe quel domaine de réflexion qui soit. Fanatique parce qu'il est déconnecté de la réalité et adhère aux causes qu'il défend avec une conviction absolue, sans aucune forme de nuances possibles.

Le mouvement woke représente un danger pour notre Nation parce qu'il fragmente les sociétés occidentales, républicaines et démocratiques. Sa *cancel culture* est délétère pour notre futur puisqu'elle cherche à abolir le passé et détruit ainsi l'architecture moderne des droits de l'Homme. Déboulonner des statues ou débaptiser des rues sous prétexte que les individus nommés incarnent un passé aujourd'hui répréhensible, c'est vider l'histoire de son sens, c'est vouloir la réécrire en fonction des idées et des rapports de force du présent, et c'est *in fine* vouloir effacer l'histoire et tous les apprentissages que l'on a pu en tirer.

Pire encore, le mouvement woke robotise l'humain, il l'empêche de penser en conciliant des points de vue différents et est incapable de concilier les identités diverses.

Il est essentiel d'agir maintenant avant que le discours woke ne se glisse indistinctement dans nos consciences et brise nos Sociétés.

SOMMAIRE

Dossier

La religion woke : Eveil ou crépuscule des consciences ?

3 Le wokisme : une pure invention idéologique ?
par Amicie FONLLADOSA

8 Le capitalisme « woke »

11 Les principes républicains français au défi du wokisme

LE WOKISME : UNE PURE INVENTION IDÉOLOGIQUE ?

AMICIE FONLLADOSA

Par wokisme, il convient tout d'abord d'entendre l'offensive des identités particulières, identités sexuées, sexuelles, raciales dans la vie publique, politique et intellectuelle. Il apparaît comme un mouvement social guidé par un certain sentiment d'appartenance à une communauté « éveillée », éveillée aux soi-disant injustices et aux discriminations dont seraient victimes les minorités pour reprendre une terminologie propre au mouvement. Ce mouvement prône une histoire, celle d'un Occident qui s'incarnerait tout entier dans la figure de l'homme blanc hétérosexuel catholique ou juif, animé de la passion exclusive de dominer tout ce qui n'est pas à son image : les femmes, les personnes de couleur, les homosexuels, les trans, les musulmans, et les derniers apparus dans la liste, la nature et les bêtes. Le wokisme repose essentiellement sur trois théories : la première est la théorie du genre qui explique que le corps ne compte pas et que seule compte la conscience que l'on a d'être homme, femme ou n'importe quoi d'autre, il existerait une identité de genre qui serait indépendante du corps ; la seconde est la théorie critique de la race qui explique que le racisme est systémique, c'est-à-dire que tous les blancs sont racistes et que toutes les personnes de couleurs, les « racisés » sont des victimes ; la dernière, la théorie de l'intersectionnalité permet de potentialiser les idées victimaires de genre, de race ou quoi que ce soit d'autre. Mais il existe également une partie plus philosophique du mouvement woke, celle de l'épistémologie du point de vue : il s'agirait d'expliquer qu'aucune connaissance objective n'est possible et que toute connaissance est dépendante d'un point de vue.

Il serait dès lors possible de critiquer la biologie comme patriarcale ou les mathématiques comme racistes selon leur principe qui tourne ici au ridicule. Il y aurait autant de sciences qu'il n'y a de groupes dominés ce qui conduit dès lors à une critique essentielle de la notion de vérité dont les wokistes seraient les éminents possesseurs éclairés.

D'autre part, on pensait qu'avec la fin du communisme on en avait fini avec l'idéologie elle-même, mais elle semble aujourd'hui renaître sous la forme du wokisme : du temps du communisme on assistait à un monde à deux dimensions, divisé entre les exploités et les exploités qui n'avait que la haine pour lien pour reprendre la formule de NIZAN ; désormais, il y a d'un côté le mal blanc prédateur hétérosexuel et de l'autre sous l'égide du principe d'intersectionnalité, les femmes, les minorités raciales et sexuelles ainsi que la planète. C'est le retour inattendu de l'idéologie.

Pourquoi parle-t-on d'idéologie ?

Si l'on s'en tient à la définition qu'en donne Hannah ARENDT dans *Les Origines du totalitarisme*, l'idéologie est la logique d'une idée qui se fonde sur un système de croyance où les autres idées et les faits qui les contredisent n'ont pas leur place. Or le wokisme se présente comme un système de croyance récusant tout pluralisme et débouchant parfois sur un déchaînement de velléités liberticides : en effet des rites consistent à empêcher les dissidents de s'exprimer, à faire déboulonner des statues, à interdire certains auteurs voire à brûler des livres comme ce fut le cas récemment au Canada et aux États-Unis.

Plus encore, quand les faits les contredisent, ils les censurent, il y a un mépris des vérités factuelles qui fait peur comme en témoigne le déboulonnage de la statue de Victor SCHOELCHER en Martinique alors qu'il est à l'origine de l'abolition de l'esclavage, et cela sous prétexte que c'est la lutte des victimes qui est à l'origine de ce changement et que rien ne peut justifier une statue à l'effigie d'un blanc considéré, en tant que blanc, comme responsable de tous les maux. Il est coupable du simple fait de sa couleur de peau tout comme les femmes blanches violées en masse en Allemagne par des arabos-musulmans pendant la nuit du premier janvier 2016 sont considérées comme les coupables méritant la vengeance du peuple autrefois opprimé : le wokisme apparaît comme une idéologie prédatrice et vindicative. L'anti-racisme qui est le principe fondamental de l'égalité des personnes devient dès lors un système d'explication du monde où le mal blanc est coupable de tous les maux et de l'intersectionnalité de ceux qui en souffrent : c'est une manière de ne pas voir la réalité, de s'aveugler. Ils sont dans l'idéologie mais ne le savent pas, ils se fourvoient dans le vertige de la supériorité morale, dans l'arrogance du présent éveillé à toutes les injustices et les discriminations qui justifient selon eux la déconstruction voire la destruction des œuvres du passé. Les œuvres ne sont plus lues pour être éclairées mais elles sont convoquées pour les mettre au service du temps en déconstruisant les stéréotypes comme en témoigne l'action des metteurs en scènes qui ne servent plus les œuvres mais s'en servent pour faire passer leurs propres évidences et leurs propres certitudes.

Le wokisme se présente encore davantage comme une idéologie car il investit l'école, prend en grippe l'enseignement : les enseignants sont désormais dans l'obligation d'enseigner la théorie du genre, au lieu d'instruire les élèves et leur apprendre à lire, écrire et compter, on privilégie un apprentissage de la sexualité dès l'âge de six ans comme en



témoigne l'affiche affichée dans les écoles de l'académie de Créteil qui a fait scandale à cause de son slogan dysorthographié « *Laissez les gens bâtifoler tranquilles* » qui prouve à la fois la méconnaissance orthographique de la langue française par le ministère de l'Éducation nationale et l'instrumentalisation de l'école par le mouvement woke qui vont de pair selon le philosophe Michel ONFRAY. Le wokisme nourrit l'école de son récit simplificateur, œuvre de plus en plus à former des individus incapables de penser par eux-mêmes, elle s'inscrit dans la démarche de déconstruction des acquis du Siècle des Lumières et instaure insidieusement, grâce à l'école, un obscurantisme abrutissant favorable à sa propre propagation. L'idée n'est ici pas de s'étendre sur les mécanismes utilisés pour investir l'école qui sont semblables à ceux évoqués avec plus de précision dans l'article « *Science et innovation : une défaillance dès l'école qui mine notre potentiel ?* » [par Amicie Fonlladosa, Cahier N°3 du Cercle Orion, Refonder l'École, Février 2023] mais bien de démontrer que le wokisme s'articule comme une fabrique de l'ignorance : pour en finir avec l'autoritarisme d'antan on veut en finir avec l'autorité, on supprime l'apprentissage par cœur et la lecture d'œuvres classiques ; en bref on refuse la sollicitation du cerveau, on déconstruit le rationalisme, l'humanisme et les Lumières.

Cette philosophie fabrique toute une génération d'individus perpétuellement accablés, qui voient dans les mots des offenses et dans les idées des outrages, qui désapprennent la pensée pour la vitupération. On assiste à la disparition progressive du monde littéraire et intellectuel face à la prégnance de l'idéologie contemporaine nourrie par la diminution progressive des enseignements du droit et de la philosophie dont l'objet est d'étudier les nuances et d'apprendre à distinguer ; on confond tout, on ne comprend plus rien, telles sont à la fois les causes et les conséquences du déploiement du wokisme : preuve d'une véritable idéologie qui sévit. Par ailleurs, ces disciplines qui disparaissent sont dans le même bateau car elles ont pour fondement l'individu ; or le wokisme tend à faire disparaître l'individu au profit des groupes et des échantillons : on refuse l'exploration de la pluralité humaine pour ainsi mieux former des individus qui se sentent désaffiliés.

Autre spécificité du wokisme qui en fait une invention idéologique particulièrement virulente : le fait qu'il se fasse passer pour une science. En effet, le wokisme est la première idéologie historiquement née dans les universités, ce qui constitue un motif supplémentaire d'inquiétude et explique son caractère virulent dans la mesure où l'université était jusqu'à présent l'institution dédiée à la connaissance scientifique et à l'échange d'arguments rationnels. Jusqu'à présent, des positions politiques extrémistes ont été présentées comme de la science par des universitaires militants qui prennent progressivement le contrôle des universités. Preuve donc qu'elle s'immisce partout dans les institutions étatiques et commence dès lors à contrôler la vie publique.

D'où cela provient-il ?

L'avènement du wokisme en France reposerait sur la recherche d'identité d'une gauche profondément déstabilisée depuis l'élection de MITTERRAND qui se convertit

au libéralisme en 1983 ; toute l'idéologie de gauche s'effondre à partir du moment où elle se résout à défendre le capitalisme. Au XX^{ème} siècle, l'avènement du structuralisme de DERRIDA, de DELEUZE et de leurs compères qui avaient annoncé la mort de l'homme a propulsé l'idée selon laquelle le monde n'était constitué que de marges sans centre faisant des marges de la société le nouveau centre. Mais à partir de mai 1968, on renonce progressivement au structuralisme et des philosophes comme FOUCAULT se mettent à parler des processus de construction de la subjectivation chez les grecs ; fini SARTRE, fini le marxisme, l'État doit disparaître, il n'y aurait plus que des micro fascismes auxquels il faut répondre par des micro résistances, n'existent plus que des individualités et des subjectivités qui remettent en cause la notion de centre et de marges : les marges constituent désormais le centre. On invente de toute pièce un nouveau peuple, celui des femmes, des personnes de couleur, des minorités sexuelles etc. S'annonce alors une croisade frénétique et irrépressible contre la civilisation occidentale qui s'opère par la critique de tout ce qui est occidental (la domination de la nature de DESCARTES, la Révolution française, l'internationalisme guerrier et colonialiste, etc.) La gauche s'est emparée de cette idéologie toute faite qu'elle a nommé progressisme.

Mais cette recherche idéologique n'est pas sans lien avec la quasi-disparition de la religion au cœur de la société française ; le vide spirituel est bien évidemment propice à l'épanouissement du wokisme car en effet, comme l'expliquait Auguste COMTE en reprenant l'étymologie du mot religion qui vient de *religare* qui veut dire relier, il est impossible de faire société sans religion qui la lie. Dans cette société que rien ne lie, nous ne sommes que des « *particules élémentaires* » en quête de sens et de spiritualité pour reprendre la célèbre formule de HOUELLEBECQ. C'est la raison

pour laquelle le wokisme pourrait se définir comme une religion, au-delà de l'idéologie : aux États-Unis, on a pu assister à toute une série de rassemblements où des militants blancs ont confessé publiquement leurs fautes et se sont agenouillés devant des racisés pour leur demander pardon allant même jusqu'à leur laver les pieds, dans une reprise plus ou moins consciente des rituels chrétiens. De même la théorie du genre qu'ils défendent selon laquelle le corps est inessentiel rappelle bien sûr aussi une vieille hérésie chrétienne, la gnose, pour qui le corps représente le mal... C'est en tout cas l'idée que défend Jean-François BRAUNSTEIN dans son dernier ouvrage paru en 2022 intitulé *La Religion Woke* qui dresse le portrait d'une religion pas tout à fait comme les autres : il la définit comme une « religion hyper morale et puritaine » et souligne qu'étrangement, cette religion ne se préoccupe pas du pardon. Selon lui elle semble bien plus obsédée par la séparation entre les « purs » et les « impurs » s'instituant comme une religion sans Dieu ni pardon. Le « privilège blanc » serait l'équivalent du péché originel ; seulement, aucune rédemption n'est possible grâce à la grâce divine. J'irais jusqu'à dire que la « masculinité toxique » et le « privilège blanc » peuvent être combattus selon cette religion par un processus de « déconstruction » prôné par de nombreux politiques en France comme Sandrine ROUSSEAU récemment. Mais l'arme de la déconstruction dont s'empare la religion woke n'est pas sans conséquences...

Que faut-il dès lors craindre de cette dérive idéologique et déconstructiviste ?

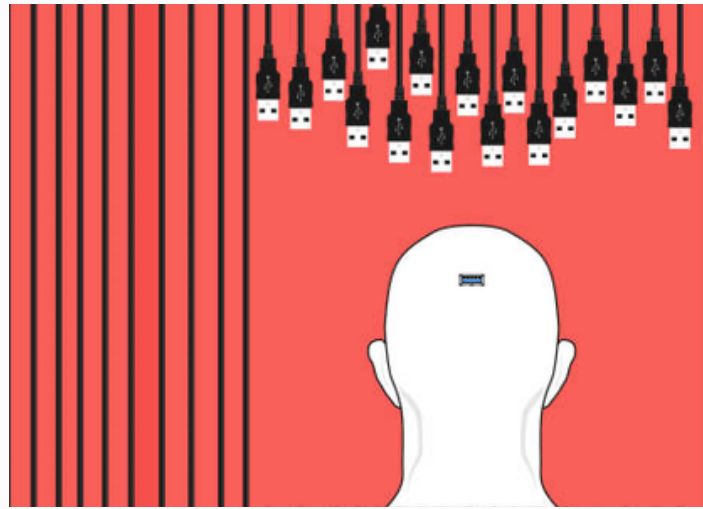
Le wokisme sonne la fin de la raison et l'avènement de la déraison. Plus qu'une religion je lui octroierais plutôt le nom de secte, en effet difficile d'identifier une religion là où la croyance ne promet pas d'avenir meilleur ; il s'agit ici plutôt d'une croyance qui vise à remettre en cause l'ordre social établi et à créer une nouvelle culture morale. L'idéologie woke met tout

en œuvre pour faire du statut de victime un statut social. D'ailleurs il serait intéressant de pointer les confusions qui sont faites dans le langage pour révéler la « victimisation » de la société : vous en conviendrez, le terme de victime a déjà remplacé celui de plaignant lorsqu'il s'agit de rendre une décision de justice... Que dire dès lors de ce statut de victime qui devient ressource sociale ?

La victimisation de notre société n'est rien d'autre que la réalisation de la prophétie de SOLJENITSYNE annoncé dans son discours prononcé à Harvard en 1978 intitulé « *Le déclin du courage* » : le déclin du courage va de pair avec l'avènement du statut de victime. La crise contemporaine, sous toutes les formes qu'elle prend, nous reconduit à une source unique : l'effacement des repères essentiels de notre civilisation conséquence de la dissolution de la culture dont nous étions les héritiers au profit des communautarismes divers. La victimisation serait le stade supérieur de ce « déclin du courage » qui a commencé bien plus tôt en Occident : pour certains ils s'appellent Cuba et le Vietnam ; pour nous ils s'appelleraient Mossoul, Kobané et Alep. Nos vieux pays abandonnent le terrain par lâcheté à leurs ennemis mortels, on en oublie que la liberté que l'on a reçue mérite le courage du sacrifice. Il y a une certaine amertume de la vérité, celle de voir que l'avènement du wokisme ressort comme la conséquence de nos vieux démons et que la prise de conscience ne semble à ce jour peu flagrante. On a cru à une victoire de l'Occident en 1989 mais on n'a pas échappé au déclin progressif de ce dernier depuis lors.

Par ailleurs, il est important d'avoir conscience du caractère inédit de cette idéologie et de fait du danger qu'il représente pour l'Occident. Il me semble que la théorie du genre est beaucoup plus originale que la théorie critique de la race, qui est la remise au goût du jour des vieilles théories de la lutte des classes et

de la lutte des races. Avec la théorie du genre on a affaire à une promesse extraordinaire, celle de pouvoir se libérer radicalement du corps, et de se donner un corps qui correspondrait à notre conscience. Cette utopie d'une libération du corps est d'autant plus inquiétante qu'elle va dans le sens des GAFAM, qui s'efforcent de nous vendre un monde virtuel, le métaverse, et qui sont des soutiens actifs des théories wokes. C'est aussi la partie de la religion woke qui a les conséquences les plus sérieuses, dans la mesure où elle encourage bon nombre d'adolescents à entreprendre une transition d'un sexe à l'autre, sous l'influence des réseaux sociaux, et sans prendre le temps de dépasser l'état de crise propre à l'adolescence. D'autre part, il y a dans la théorie critique de la race l'idée que l'on est déterminé par sa couleur de peau. Si l'on est blanc, on est nécessairement raciste, si l'on est « racisé » on est tout aussi nécessairement victime. Le racisme ne serait pas une faute qu'il faut combattre, il serait systémique, indépendant de nos volontés individuelles. Dès lors il serait impossible de l'éradiquer. Les théoriciens critiques de la race ont d'ailleurs une vision extrêmement pessimiste de l'avenir humain. Comme l'a noté l'écrivain américain Brett Easton ELLIS le but des wokes, c'est « *se débarrasser de l'individu* ». Selon eux on ne doit pas être considéré en fonction de ses mérites ou de sa personnalité mais uniquement en fonction de son appartenance à tel ou tel groupe ethnique. DIANGELO s'en prend ainsi à la croyance selon laquelle chacun de nous est un individu unique : c'est un vrai retour à une pensée tribale et qui se veut pourtant progressiste... Une telle conception est en complète contradiction avec les valeurs démocratiques et méritocratiques de notre République ainsi qu'avec les fondements philosophiques de la civilisation occidentale. Combattre le wokisme est donc primordial, il s'agit d'une question d'ordre existentiel pour l'avenir de l'Occident.



Conclusion

La tâche est difficile mais indispensable, elle est rendue encore plus difficile car les GAFAM sont des relais de l'idéologie woke et que les biais cognitifs que connaissent les algorithmes d'intelligence artificielle sont à leur service. Il est certain qu'il conviendrait d'avoir une vision géopolitique du wokisme. Ce n'est que dans le monde occidental que cette religion se développe, au grand étonnement de toutes les autres civilisations. Beaucoup d'entre elles se servent d'ailleurs de ces idées wokes pour déconsidérer un monde occidental, qu'elles estiment en fin de course. C'est le point de vue de POUTINE qui se sert de la théorie du genre pour justifier son attaque contre l'Ukraine, de XI JINPING qui critique le racisme aux Etats-Unis avec Black Lives Matter. Il est grand temps de proposer un contre-modèle à ces délires, de promouvoir la liberté académique, la rigueur scientifique et la complexité morale face au militantisme woke. De nombreuses solutions sont ici à apporter : il faut réinvestir l'école en retournant aux enseignements fondamentaux, en réintroduisant les classiques littéraires sans faire d'interprétations fallacieuses de ces derniers pour ainsi éduquer les sensibilités et remettre l'humanisme à une place centrale. Le combat n'est pas perdu mais il doit être mené.

LE CAPITALISME « WOKE »

L'entreprise ne devient-elle pas l'épicentre du « wokisme » ? C'est la question que se pose Anne De GUIGNE dans son ouvrage *Le Capitalisme woke : Quand l'entreprise dit le bien et le mal* paru en mars 2022. L'auteur s'appuie notamment sur les exemples d'entreprises puissantes comme Disney, Microsoft, Lufthansa, Coca-Cola qui n'hésitent pas à sacrifier leur mission initiale pour faire du politiquement correct. Ce mouvement très présent aux Etats-Unis gagne peu à peu les entreprises européennes et présente des risques importants pour notre société et notre unicité.

Définir le capitalisme « woke »

Le « capitalisme moral » et le « capitalisme social » sont-ils les nouveaux paradigmes du capitalisme du XXI^e siècle ?

Ce mouvement, qui se veut protecteur des minorités opprimées, est accentué par les demandes de plus en plus marquées et omniprésentes des consommateurs et des employés, en quête de sens, de défendre des valeurs qui dépassent souvent largement les raisons pour lesquelles l'entreprise a été fondée initialement. Ce mouvement arrive depuis deux ou trois ans en Europe et en France et diffère d'un capitalisme responsable à travers lequel les entreprises revendiquent leur engagement pour le bien commun comme le climat, contre le travail forcé ou pour l'égalité et la diversité. Il se veut beaucoup plus agressif et violent, allant à l'encontre même de nos principes fondamentaux d'égalité, de liberté et de fraternité.

Afin de comprendre la dynamique qui s'instaure dans les entreprises françaises, il convient de s'intéresser à nos voisins outre-Atlantique, davantage « pionniers » que nous sur ce sujet.

Le capitalisme « woke » instauré aux États-Unis se caractérise dans les entreprises notamment par l'instauration d'ateliers de diversité, les « *diversity trainings* ». Dans une logique de rééducation idéologique sur la base de la repentance du privilège blanc, ces ateliers consistent en « l'apprentissage » d'identification de signes participant à la suprématie blanche et au racisme. Par exemple, en février 2021, Coca-Cola a demandé à ses employés de suivre l'atelier de Robin DIANGELO, intitulé « *Confronting Racism* ». Cet atelier se présentait sous la forme d'un *webinar* sur LinkedIn invitant les participants à être « moins blanc ». Suite à des plaintes concernant le contenu de cette formation, l'atelier a été retiré de la plateforme LinkedIn quelques jours plus tard.

Cette idéologie peut avoir un impact conséquent sur le développement des entreprises. Ainsi, le constructeur de voitures électriques Tesla avait été exclu de l'indice boursier S&P 500 ESG en 2021 pour des affaires de discrimination raciale.

Ils gagnent aussi peu à peu du terrain en Europe : en juin 2020, L'Oréal a annoncé retirer « *les mots blanc / blanchissant, clair, de tous ses produits destinés à uniformiser la peau* » avec l'argument suivant : « *Les débats des dernières semaines ont mis en lumière le fait que le nom ou les descriptifs de certains produits de nos gammes Neutrogena et Clean & Clear représentaient la blancheur et la clarté de peau comme plus belles que d'autres couleurs* ». En avril 2021, Evian s'est excusé pour avoir fait la promotion de ses bouteilles d'eau le premier jour du Ramadan. Et en juillet 2021, Lufthansa a demandé à ses employés de ne plus utiliser l'expression « *mesdames et messieurs* » lors de ses annonces dans les avions. Un florilège de ridicule !

Un détournement du sens premier du capitalisme

Dans sa traditionnelle lettre annuelle aux dirigeants publiée en 2022, Larry FINK, patron de BlackRock, a affirmé que « le capitalisme n'est pas woke ». Selon lui, le « capitalisme des parties-prenantes » ne fait pas de politique. « Il n'a pas de programme social ou idéologique. C'est un capitalisme fondé sur des relations mutuelles bénéfiques entre [les PDG], les employés, les fournisseurs, les communautés sur lesquelles [l'] entreprise s'appuie pour prospérer. » Il observe que des activistes politiques, des médias peuvent « politiser l'action des entreprises et prendre en otage les marques pour faire avancer leur propre agenda ».

Historiquement, le capitalisme est souvent vu comme un système économique où les acteurs privés possèdent et contrôlent des biens conformément à leurs intérêts, et l'offre et la demande fixent librement les prix sur les marchés, de la meilleure manière qui soit pour la société. Son essence même c'est la recherche voire la maximisation du profit comme se plait à l'énoncer Adam SMITH, philosophe du XVIIIe siècle : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de leur propre intérêt ».

Cette vision historique est reprise dans l'article 1832 du code civil qui dispose que « la société est instituée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter. ». L'article 1832 du code civil énonce ainsi les éléments qui caractérisent le contrat de société : la volonté de deux ou plusieurs personnes de s'associer, la mise en commun d'apports et l'accord de partager les bénéfices et les pertes. Dans une perspective juridique également, l'essence même d'une entreprise est la question de la rentabilité, qu'elle soit positive ou négative dans la mesure où les profits et les pertes seront partagés.

A contrario, les entreprises qui s'engagent de manière excessive pour des causes qui n'ont pas de lien avec leur raison d'être prennent le risque de sacrifier certains marchés et de perdre certains clients, allant à l'encontre même de la logique à travers laquelle elles existent.

Repenser le capitalisme responsable

L'engagement excessif de certains groupes pour des causes idéologiques ne doit pas faire oublier la responsabilité sociale du monde des entreprises.

Henry FORD affirmait déjà en 1920 : « L'entreprise doit faire des profits, sinon elle mourra. Mais si l'on tente de faire fonctionner une entreprise uniquement sur le profit, alors elle mourra aussi car elle n'aura plus de raison d'être ».

Au cours des dernières années, l'économie en général et les entreprises ont gagné de plus en plus de pouvoir par rapport aux États, qui sont incapables de répondre seuls aux grands défis du XXIe siècle, comme la transition écologique par exemple. Elles doivent donc assumer des responsabilités de plus en plus larges.

Pour cela, elles doivent intégrer les enjeux de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) directement au sein de leur objet social. En France, ces enjeux de responsabilité sont depuis peu intégrés directement dans le corpus législatif. L'article 1833 du code civil, modifié par la loi Pacte en 2019, dispose désormais que « la société est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité ».



De manière plus tangible, le statut d'entreprise à mission, ouvert par la loi Pacte de 2019, permet à l'entreprise de se fixer une finalité d'ordre social ou environnemental en plus de son but de lucrativité initial. Tel est le cas de la Camif dont la mission est de « *Proposer des produits et services pour la maison au bénéfice de l'Homme et de la planète. Mobiliser notre écosystème (consommateurs, collaborateurs, fournisseurs, actionnaires, acteurs du territoire), collaborer et agir pour inventer de nouveaux modèles de production et d'organisation* ». C'est le cas également d'autres entreprises comme la Maif, Danone ou Groupe Rocher.

Conclusion

Le « capitalisme woke » doit être combattu avec force car il affaiblit le débat démocratique. Cela ne signifie pas pour autant ne pas s'engager pour le bien commun ; bien au contraire il s'agit de prendre en considération et d'agir pour les enjeux sociaux et environnementaux de notre temps sans pour autant faire du militantisme à tout va.

L'Europe doit savoir se détourner des influences venues des Etats-Unis et défendre sa propre culture en ligne avec l'économie sociale française ou ordolibéralisme allemand. Les entreprises, au même titre que l'est le sport, doivent être totalement apolitiques.



LES PRINCIPES RÉPUBLICAINS FRANÇAIS AU DÉFI DU WOKISME

La remise en question systématique des principes républicains en France pour adapter notre modèle politique à des cultures extra-européennes par le communautarisme anglo-saxon est un constat qui n'est plus à démontrer. Le wokisme sert de matrice idéologique à l'ensemble des théories, courants de pensée et revendications qui ne rencontreraient sinon aucun écho sans invocation de la *diversité* et de la *société inclusive*.

La pérennité de toute communauté humaine repose sur la conciliation entre la liberté personnelle et l'observation (ou l'observance...) de la règle commune, contrainte sociale qui limite le champ d'action de l'individu pour le bien de chacun. D'où la nécessité, en présence d'un corps politique conséquent, d'établir une dialectique entre le domaine de la liberté individuelle (supplétif de volonté) et celui de l'ordre public (impératif).

En République française, il n'y a pas de liberté sans détermination par les institutions démocratiques des limites de son exercice. Le droit de grève repose sur un régime préventif (préavis sans autorisation préalable) et s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent (préambule de la Constitution de 1946) afin notamment de garantir des exigences constitutionnelles comme le droit à la santé ou la continuité du service public. La liberté de manifester repose sur un régime médian (déclaration avec possibilité d'interdiction préalable – article L211-1 et suivants du code de la sécurité intérieure) et doit être conciliée avec la nécessité d'assurer la sécurité des personnes et des biens. La liberté de la presse repose sur un régime répressif (sans déclaration préalable et contrôle de l'abus *a posteriori* par le juge judiciaire) et ne peut être limitée que par le législateur qui détermine les situations d'abus (article 11 de la Déclaration de 1789).

En somme, la liberté des uns s'arrête là où la démocratie considère que commence celle des autres, ce qui écarte en théorie la vengeance individuelle.

On peut saisir cet arbitrage entre la liberté et la contrainte sociale légitime par la pensée néo-républicaine du philosophe irlandais Phillip PETTIT (*Républicanisme : une théorie de la liberté et du gouvernement*, 1994) qui conçoit la liberté comme une non-domination et non comme une non-interférence. Je ne suis pas libre si autrui est en mesure de me restreindre même s'il ne le fait pas : je suis soumis à une autorité arbitraire. En revanche, je suis libre si je suis restreint par la loi qui assure à autrui l'exercice de sa liberté : l'autorité est légitime sur le fond.

Il ne peut dès lors qu'y avoir choc frontal entre les théories woke et les principes républicains français. La loi française réprime l'injure comme abus de la liberté d'expression ; le wokisme considère que la fin justifie toujours les moyens face à un Etat par nature illégitime. La critique même blasphématoire de toute opinion religieuse est permise ; le wokisme criminalise « l'islamophobie » et désigne les *criminels par la pensée* à la vindicte de terroristes en puissance. La République impose que les modifications des règles de l'état civil soit approuvées par les procédures démocratiques ; le wokisme exacerbe les revendications communautaristes islamistes et séparatistes. La loi réprime les mutilations ; le wokisme admet que l'excision revêt une dimension culturelle qu'on ne doit point troubler sous peine de néo-colonialisme au sein même du territoire national. L'esprit de la Constitution promeut l'égalité des femmes et des hommes ; le wokisme considère le port du voile islamique comme un signe de modestie.

On voit mal comment peut se former librement un jugement populaire démocratique en vue d'élections au suffrage universel avec une telle négation de tout référentiel commun.

La remise en cause des principes sur lesquels se fonde la société politique française, républicaine, par les tenants du wokisme et de l'intersectionnalité, se déclarant de gauche, doit être analysée en termes de projet de société. Si la République laïque, démocratique et sociale est concurrencée par un projet qui vise à l'exacerbation des particularismes volontiers violents, il importe de déterminer par quels chemins discursifs et faits accomplis l'idéologie woke combat les principes républicains pour pouvoir élaborer des politiques publiques répondant pied à pied à cette attaque contre notre projet de société.

La segmentation ethnique, religieuse et « genrée » de la Nation française

L'épistémologie du point de vue telle qu'analysée par Jean-François BRAUNSTEIN dans *La Religion woke* offre un vernis de scientificité par les sciences humaines et sociales aux thèses racialistes, indigénistes, islamistes et néo-féministes.

Comme il n'existe de savoir que « situé », il faut faire parler les « personnes concernées » sur leur expérience de vie, et non les spécialistes sur leur objet d'étude. Seules les lesbiennes sont légitimes à critiquer Sylviane AGACINSKI, philosophe opposée à la PMA pour les couples de femmes, mais seulement s'il s'agit de lesbiennes adhérant aux canons de l'intersectionnalité. Seuls les Noirs sont légitimes pour parler du traitement de la délinquance par la police, lequel serait intrinsèquement colonial, sauf lorsqu'un policier noir, Abdoulaye KANTÉ, publie *Enfant de la République* ou qu'une juriste noire, Rachel KHAN, publie *Racée*.

Il n'y a pas de point de vue objectif ; il faut décentrer, désoccidentaliser, déviriliser, décoloniser et déblanchir les études de sciences sociales, ce qui offre un prétexte pour réécrire l'Histoire et son enseignement, les classiques et la littérature.

La **liberté académique** permettant la recherche d'un savoir autonome de toute construction idéologique d'opportunité n'est donc pas possible dans une société woke.

Il en va de même s'agissant des pressions islamistes pour imposer le marquage des femmes musulmanes au détriment de **l'égalité en dignité entre les femmes et les hommes**. Pour la communication publique, des associations comme « Lallab » ou « les Hijabeuses » donnent le change par la victimisation d'une discrimination dont seraient victimes celles qui manifestent ostensiblement l'opinion selon laquelle montrer leur chevelure est impudique. Pourtant, les mêmes associations sont beaucoup moins disertes sur les intimidations, injures et violences auxquelles les femmes qui vont tête nue sont confrontées dans les quartiers où sont concentrées des populations d'origine étrangère à l'assimilation défectueuse.

La marche du wokisme entre en collision avec le **principe d'égalité de traitement sans distinction de race, d'origine ou de religion** proclamé par le préambule de la Constitution : il y a un capital victimaire à faire fructifier selon l'appartenance ethno-raciale, sexuelle, « genrée » ou religieuse. L'intersectionnalité est un concept de la juriste américaine Kimberlé CRENSHAW qui développe une approche socio-juridique de la lutte contre les discriminations aux Etats-Unis. Les Noirs ayant été victimes de la ségrégation raciale, ils forment une population qui accumule les désavantages dans la société américaine. Les femmes sont exposées aux inégalités économiques et aux violences sexuelles. Les femmes noires doivent donc bénéficier d'une double discrimination positive compte tenu de l'essentialisation déterministe de CRENSHAW qui évolue dans un système juridique anglo-saxon où tout part du précédent pour fixer le sort de l'individu, sans prendre en compte la diversité des parcours individuels (on voit mal en quoi Michelle OBAMA serait concernée par ce qui précède), contrairement au droit romain où la loi est la source du droit.

Cette fétichisation de l'expérience supposément commune sert d'appui à l'absence de séparation entre les opinions et les données, donc entre ce qui relève de la foi et ce qui relève de l'Etat. D'où l'hybridation du wokisme avec l'islamisme politique (*La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental*, Lorenzo VIDINO, Fondapol, juin 2022) constaté en France avec la dérive islamogauchiste de la France insoumise et d'Europe Ecologie les Verts et le combat politique jamais assumé contre le **principe de laïcité** qui contient les revendications différentialistes.

Le caractère indépassable des communautés ainsi formées

« On ne saurait segmenter une société sur une base raciale sans condamner chaque groupe à s'enfermer dans sa couleur de peau, qui devient dès lors l'ultime frontière de la vie sociale. » – *La Révolution raciale*, Mathieu BOCK-CÔTÉ.

Ce phénomène extrapolable à la religion ou au « genre » advient précisément lorsque la renonciation à l'**idéal républicain d'émancipation des déterminismes par la connaissance** est tel que des sociétés parallèles, selon la terminologie danoise, empêchent leurs membres de s'assimiler à la société française pour y jouir des mêmes facultés que toute autre personne. Telle est la thèse de la journaliste Claire KOÇ qui dénonce l'assignation identitaire subie au sein de la diaspora turque, à laquelle le Président ERDOGAN a enjoint en 2008 de considérer l'assimilation comme un crime contre l'Humanité (sic). Dans *Claire, le prénom de la honte*, la journaliste fait part du reniement par sa famille, du manque de contact avec la reste de la société française et de la différence de considération entre les deux pays : tandis que la France est accusée d'être raciste, colonialiste et islamophobe, les anciens ELCO (enseignements de langues et cultures d'origine) donnaient la possibilité aux pays d'origine d'exacerber leur nationalisme à l'extérieur même de leurs frontières aux frais du contribuable français.

La haine de l'**égalité des individus sans distinction d'origine ou de religion** est aussi propagée sur le plan académique par le courant indigéniste, issu d'une hybridation entre le trotskysme et le décolonialisme. Sa principale prophétesse en France, Houria BOUTELDJA, a notamment commis un brûlot raciste, sexiste et antisémite intitulé *Les Blancs, les Juifs et nous. Pour une politique de l'amour révolutionnaire*. Elle y promeut le capital victimaire comme cause exonératoire de la responsabilité pénale : une femme noire violée par un homme noir ne doit pas porter plainte auprès de la police, instrument par excellence de la blancheur, afin de protéger l'honneur de sa communauté.

De plus, après avoir été dûment investis par les idéologues de la déconstruction puis de l'intersectionnalité et aujourd'hui de l'islam politique et du transactivisme, les combats politiques antiracistes et féministes sont utilisés pour incriminer la critique de l'islam politique. Sur le plan juridique, des poursuites pénales pour incitation à la haine fondée sur la religion sont lancées, avec comme précurseur les plaintes et interventions incidentes de la société des Habous, de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) et de la Ligue islamique mondiale contre les caricatures de *Charlie Hebdo*. Sur le plan politique, la légitimation de l'accusation d'islamophobie pour réhabiliter le délit de blasphème rencontre un franc succès parmi le public cible puisque, selon le sondage de l'IFOP publié en décembre 2021, seuls 19% des lycéens musulmans soutiennent le droit pour les enseignants comme Samuel PATY de montrer des caricatures évoquant la religion contre 61% de l'ensemble des lycéens.

La remise en cause de la **conception républicaine de la liberté d'expression** s'effectue également sur la forme : il faut empêcher, censurer, brûler les contenus qui contreviennent aux canons de la bienveillance.

Sylviane AGACINSKI (évoquée *supra*), François HOLLANDE ou encore les psychiatres Céline MASSON et Caroline ELIACHEFF qui alertent sur les dérives de l'idéologie transgenre à l'égard des mineurs, voient leurs interventions perturbées. Le monopole de la loi pour limiter, de la force publique pour faire respecter et du juge pour contrôler la liberté d'expression ne sont pas intégrés par cette jeunesse qui institue sa propre loi et la fait appliquer façon *Social justice warriors* (SJW). En revanche, la glorification de tous actes délictueux et criminels commis par des « racisés » doit être incluse au forceps dans le cadre acceptable de la liberté d'expression. C'est ainsi que Virginie DESPENTES, dans les *Inrocks*, au lendemain de l'attentat contre la rédaction de *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015, écrit : « J'ai été aussi les gars qui entrent avec leurs armes. Ceux qui venaient de s'acheter une kalachnikov au marché noir et avaient décidé, à leur façon, la seule qui leur soit accessible, de mourir debout plutôt que vivre à genoux. J'ai aimé aussi ceux-là qui ont fait lever leurs victimes en leur demandant de décliner leur identité avant de viser au visage. »

Pour autant, il existe dans le wokisme une certaine propension à s'émanciper, mais sous la forme d'une injonction, d'une catégorie perçue comme dominante vers une catégorie dominée. Si la couleur de peau ne peut être changée, il faut devenir un « allié » en psalmodiant les éléments de langage de contrition. En revanche, il existe une pression morale pour « déconstruire la masculinité » par le transgenrisme et l'abolition du sexe. Là où l'émancipation républicaine passe par la connaissance, l'émancipation woke passe par la négation du réel et du biologique. Chacun est sommé d'accepter que des hommes adoptant les codes sociaux des femmes aient accès aux vestiaires et prisons pour femmes, ou de reconnaître l'existence de « femmes à prostate » et « d'hommes à vulve » (BRAUNSTEIN).

En outre, l'injonction à changer d'orientation sexuelle est suggérée comme un moyen de lutter contre les inégalités dont sont victimes les femmes, en témoigne la chronique dans *Le Monde* de Maïa MAZAURETTE (pseudonyme) intitulée « Comment peut-on encore (sic) être hétérosexuel ? » Le brouillage volontaire de tout repère, entre l'inné et l'acquis, qui permettrait à la jeunesse de trouver une place dans la société, se trouve déconstruit et expose ainsi à de graves dérives les mineurs qui ne bénéficient pas d'une éducation structurée.

Le contournement des institutions

Ce qui est français, démocratique et républicain étant affublé de tous les maux, les décisions régissant la vie en société ainsi que l'octroi de financements doit être extrait du pouvoir d'Etat pour être capté par les centres de décision communautaires.

Pour cela, il faut dénigrer la forme et le fond des décisions litigieuses. C'est ainsi que nombre d'associations de la sphère islamogauchiste ont dénoncé le fait que le Sénat soit « en non-mixité choisie d'hommes blancs » lors du vote de l'interdiction du port de signes religieux ostensibles pour les parents accompagnant les sorties scolaires et dans les compétitions sportives. Il s'agit d'une référence aux polémiques sur l'organisation de réunions, par l'UNEF, excluant les Blancs et les hommes pour évoquer la lutte contre les discriminations, prétextant que les oppresseurs éternels insécurisent les victimes ontologiques. En sus de l'invisibilisation des femmes sénatrices, le message performatif nie la spécificité d'une assemblée politique élue au suffrage universel (indirect), c'est-à-dire précisément sans distinction de race, d'origine ou de religion ni de sexe, parmi les grands électeurs.

Le contournement de la délibération démocratique, où sont opposés des arguments rationnels, pour préférer l'imposition de normes et de conventions sociales par la pression communautaire constitue la quintessence du démembrement de la République. Le suffrage universel n'a dès lors plus d'utilité puisque la seule loi qui compte réellement est celle de la tribu. La discussion, singulièrement la *disputatio* entre des idées de manière parfois véhémement, est reléguée au rang de querelles païennes. Si confrontation il y a, c'est entre les identités segmentées qui imposent chacune leur loi sur leur clientèle et qui s'écharpent violemment.

Etant donné qu'il n'y a pas de modèle politique unique parmi les Nations européennes, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, organisations supranationales à fort pouvoir prescripteur, même hors de leur champ de compétences, sont des cibles de choix pour les groupes de pressions participant du wokisme et du combat contre la République. C'est ainsi que le Collectif contre l'islamophobie en Europe, réminiscence du CCIF dissous en Conseil des ministres en raison de sa provocation à la haine et de son encouragement à commettre des actes de terrorisme (décret du 2 décembre 2020), s'est reconstitué à Bruxelles où il participe à la nébuleuse islamiste. L'ENAR (*European Network Against Racism*) et le Femyso (Forum des organisations musulmanes de jeunes et d'étudiants), proche des Frères musulmans, sont des partenaires de travail de la Commission européenne, via la commissaire à l'égalité Helena DALLI. Sont notamment diffusés des clips promotionnels où le port du voile islamique est valorisé. Le contournement de l'expression du suffrage universel est clairement établi dès lors que l'ENAR se fend d'un courrier comminatoire aux présidentes de la Commission et du Parlement européens dénonçant de prétendues attaques diffamatoires du député européen François-Xavier BELLAMY sans le nommer, le député ayant répondu en proposant un débat public resté sans réponse.

La nomination le 1er février dernier d'une coordinatrice de l'UE sur la haine anti-musulmans, Marion LALISSE, n'augure guère d'optimisme pour le respect de la tradition politique démocratique de la France.

Conclusion

Permis par le communautarisme qui accompagne l'abandon des principes républicains au concret par les politiques publiques, le wokisme propose aujourd'hui un système politique fondé sur la loyauté à l'ethnie, la race, le « genre » ou l'orientation sexuelle comme alternative à la construction historique et philosophique de la République française. L'adhésion aux théories du genre, de la race et de l'intersectionnalité, en particulier chez les jeunes, dessine les traits d'une génération qui subvertira de l'intérieur nos principes républicains. Sans volonté politique assumée au plus niveau de l'Etat, sans reprise en main de l'Education nationale, sans réaffirmation des réalités biologiques et des fondements du civisme républicain, le wokisme est susceptible de l'emporter à terme en France.

Les Cahiers du Cercle Orion | Numéro 5 | Avril 2023

Président du Cercle Orion : Alexandre MANCINO

Avec

Amicie FONLLADOSA
& un collectif de membres du Pôle Études

Pour rejoindre le Cercle Orion, scannez ce QR code :

